

Perspectives économiques 2016¹

Service d'analyse économique de l'IRES

Economie mondiale : entre nuages et éclaircies

Après un 1^{er} semestre de stagnation, la production industrielle mondiale a rebondi au 3^e trimestre 2015. Cette évolution s'explique principalement par un léger rebond de la production industrielle des pays avancés alors que celle des pays émergents continuait à progresser sensiblement. L'augmentation de la production industrielle mondiale au 3^e trimestre s'est accompagnée d'une reprise du commerce international de marchandises. Les importations mondiales de marchandises ont en effet fortement augmenté au 3^e trimestre, après avoir chuté lors des deux trimestres précédents.

En zone euro, le PIB a augmenté faiblement au 3^e trimestre 2015, accusant même une légère décélération par rapport à sa croissance durant la 1^{ère} moitié de l'année. La demande intérieure a continué de soutenir l'activité économique en zone euro alors que la contribution du commerce extérieur a été négative suite à un fort ralentissement des exportations. Si la dynamique de croissance n'est toujours pas homogène au sein de la zone, il semblerait toutefois que le redressement économique bénéficie à présent à un plus grand nombre de pays. Aux Etats-Unis, la croissance économique au 3^e trimestre a également ralenti par rapport au 2^e trimestre mais l'économie reste dynamique. Comme en zone euro, la croissance a été soutenue par la demande intérieure, grâce à une progression solide de la consommation et de l'investissement des ménages. En revanche, les exportations nettes contribuent négativement à la croissance du fait de l'appréciation du dollar qui affecte négativement les exportations. L'économie japonaise s'est quant à elle redressée légèrement au 3^e trimestre après avoir accusé une forte baisse au 2^e trimestre. La consommation s'est (faiblement) renforcée et les exportations ont continué à profiter de la faiblesse du Yen.

Bien que la croissance de l'économie belge se soit quelque peu tassée durant la seconde partie de 2015, les perspectives de croissance pour 2016 restent favorables. Après plusieurs mois de faiblesse, la confiance des ménages et des entreprises s'est en effet nettement redressée sur la fin de 2015. La dépréciation de la monnaie européenne, la baisse des prix du pétrole et la persistance de conditions monétaires très accommodantes devraient également soutenir l'expansion de l'économie belge en 2016. Par ailleurs, l'économie américaine reste solide et le redressement économique de la zone euro tend à se consolider. En raison du ralentissement de la croissance économique des pays émergents, la croissance de l'économie belge devrait cependant rester modérée (1,5 %) en 2016. L'évolution future de l'activité économique reste également entourée d'une forte incertitude.

¹ Le contenu de cet article résume l'étude de conjoncture publiée par le Service d'analyse économique de l'IRES dans le numéro de janvier 2016 de *Analyses économiques et prévisions*. Des renseignements sur cette étude peuvent être obtenus sur <http://www.uclouvain.be/en-283724.html>.

ENCADRÉ 1

Résumé des prévisions pour la Belgique

- En 2016, l'économie belge devrait croître de **1,5 %**, contre 1,4 % en 2015.
- L'emploi devrait augmenter, en termes nets, de **46.700** unités en 2016, soit une hausse nettement plus soutenue que celle attendue pour 2015 (+ 28.000).
- Après avoir diminué de 27.700 unités en 2015, le nombre de chômeurs diminuerait de **28.300** unités en 2016.
- Limitée à 0,6 % en 2015, l'inflation générale des prix à la consommation devrait remonter à **1,5 %** en 2016.
- Prévu à 2,9 % en 2015, le déficit budgétaire des administrations publiques diminuerait légèrement en 2016, à **2,6 %** du PIB.

... Economie mondiale :
entre nuages et éclaircies

Dans les pays émergents, l'état de la situation économique est contrasté entre les pays exportateurs nets de matières premières et ceux disposant d'un marché intérieur plus robuste. Ainsi, la conjoncture économique reste favorable en Chine et en Inde. La croissance chinoise se maintient à un niveau élevé, d'environ 7 % (en rythme annuel), malgré le processus de réorientation de l'économie entrepris par le pouvoir politique. Grâce au dynamisme de sa demande intérieure, l'Inde profite d'une croissance soutenue, qui dépasse 7 % (en rythme annuel) depuis plusieurs trimestres. Au contraire, en Russie et au Brésil, l'activité économique souffre de la baisse des cours des matières premières et connaît une forte récession. L'économie de ces deux pays est également fortement handicapée par des problèmes (géo) politiques.

Les perspectives économiques internationales pour 2016 restent mitigées. Dans la mesure où les indicateurs avancés restent positionnés à des niveaux relativement faibles, il paraît peu probable que la croissance de l'économie mondiale et du commerce international redeviendra soutenue à court terme. En revanche, la faiblesse du prix du pétrole, qui devrait probablement se maintenir durant l'ensemble de l'année, devrait permettre à la croissance économique de se consolider en Europe et au Japon et de rester soutenue aux Etats-Unis. La bonne tenue des économies avancées devrait par la suite contribuer à renforcer la dynamique de croissance dans les pays émergents, même si les rythmes de croissance de ces pays devraient à l'avenir être inférieurs à ceux enregistrés lors des années précédentes.

La faiblesse des prix du pétrole et, plus généralement, des matières premières devrait donc constituer un facteur important de croissance en 2016 dans les économies avancées. Le bas niveau des prix des matières de base permet en effet d'accroître les marges bénéficiaires des entreprises et d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages. La demande intérieure devrait donc continuer à jouer un rôle moteur en zone euro, aux Etats-Unis et au Japon, même s'il est probable que les composantes de la demande suivront des trajectoires différentes selon les pays. En zone euro, la consommation privée continuerait à augmenter favorablement alors que les investissements des entreprises et des ménages se redresseraient plus graduellement, portés par la hausse de la confiance et le maintien de conditions de financement particulièrement avantageuses. La zone euro devrait en outre profiter de la dépréciation de l'euro, même si l'effet net du commerce extérieur sur la croissance risque d'être atténué par la hausse des importations faisant suite à celle de la demande intérieure. Aux Etats-Unis, la croissance économique en 2016 devrait profiter du fort redressement du marché du travail et du marché de l'immobilier en 2015. L'investissement des entreprises devrait également rester dynamique. Une incertitude concerne en revanche le commerce extérieur qui devrait continuer à souffrir de l'appréciation du dollar. Au Japon, la consommation des ménages devrait continuer à se redresser en 2016, du fait notamment de la nouvelle hausse de la TVA annoncée pour 2017. Comme en zone euro, la faiblesse du Yen profi-

**... Economie mondiale :
entre nuages et éclaircies**

terait aux entreprises exportatrices et la balance commerciale aurait un léger effet positif sur la croissance. En outre, aux Etats-Unis et au Japon, étant donné que les marchés du travail sont de plus en plus tendus (le taux de chômage s'élève à 3,1 % au Japon et 5 % aux Etats-Unis), les augmentations salariales devraient être plus importantes à l'avenir, ce qui constituera un soutien supplémentaire au pouvoir d'achat et à la consommation des ménages. Un tel effet ne devrait pas se produire en zone euro puisque le chômage se maintient à un niveau élevé (10,5 % en novembre). Un autre facteur de divergence entre ces trois économies en 2016 devrait être la politique monétaire. En effet, la Réserve fédérale américaine vient de décider en décembre la première augmentation de son taux directeur alors que la BCE et la Banque du Japon (BoJ) continuent de soutenir massivement leurs économies respectives au travers d'importants programmes de rachats d'actifs. La politique de la BCE et de la BoJ devrait rester accommodante tout au long de l'année 2016 du fait de la faiblesse de l'inflation (sous-jacente) alors que la Réserve fédérale américaine devrait continuer à resserrer, progressivement, sa politique monétaire.

Les autorités monétaires chinoises ont annoncé récemment une série de mesures pour éviter un trop fort ralentissement de la croissance économique. Toutefois, vu que la Chine devrait poursuivre la mutation de son économie, sa croissance en 2016 devrait être inférieure à celle observée lors des années précédentes. L'Inde devrait continuer sur la même dynamique que celle observée en 2015. La mise

Tableau 1.
Perspectives internationales
(pourcentage de variation par
rapport à l'année précédente, sauf
indications contraires)

Sources : Macrobond, Belgostat
Prévisions : IRES

	2011	2012	2013	2014	2015 ^P	2016 ^P
Produit intérieur brut						
Etats-Unis	1,6	2,2	1,5	2,4	2,5	2,6
Japon	-0,4	1,7	1,4	-0,1	0,7	1,2
Zone euro	1,7	-0,8	-0,3	0,9	1,5	1,8
Prix à la consommation						
Etats-Unis	3,1	2,1	1,5	1,6	0,1	1,8
Japon	-0,3	0,0	0,4	2,7	0,6	1,0
Zone euro	2,7	2,5	1,3	0,4	0,0	1,0
Commerce mondial	6,3	2,1	2,5	3,5	3,6	3,9
Prix du pétrole¹ (\$ par baril)	111,3	111,6	108,6	99,0	52,0	41,0
Taux directeurs des banques centrales (fin de période)						
Etats-Unis ²	0,00	0,00	0,00	0,00	0,25	1,00
Zone euro ³	1,00	0,75	0,25	0,05	0,05	0,05
Taux d'intérêt à court terme⁴ (fin de période)						
Etats-Unis	0,50	0,30	0,20	0,20	0,70	1,20
Zone euro	1,30	0,10	0,20	0,00	-0,20	-0,20
Taux d'intérêt à long terme⁵ (fin de période)						
Etats-Unis	2,00	1,70	2,90	2,30	2,30	3,00
Allemagne	1,90	1,20	1,80	0,60	0,60	1,10
Taux de change Euro/US \$ (fin de période)	1,32	1,31	1,37	1,23	1,08	1,08

¹ Brent de Mer du Nord

² Taux d'intérêt sur les fonds fédéraux

³ Taux repo de la Banque centrale européenne

⁴ Euro-marché à 3 mois pour Etats-Unis, Euribor pour zone euro

⁵ Rendements des bonds d'Etat sur le marché secondaire (Etats-Unis : emprunts d'Etat à 10 ans; Allemagne : emprunts du secteur public de 7 à 15 ans)

**... Economie mondiale :
entre nuages et éclaircies**

en place de réformes (infrastructures, protection sociale...) aura également un impact majeur sur le futur de l'économie indienne. Les perspectives économiques en Russie et au Brésil dépendront quant à elles fortement des évolutions politiques dans ces deux pays. Le Brésil est ainsi en attente des résultats du processus de destitution engagé à l'encontre de Dilma Rousseff alors que la Russie subit toujours l'impact des sanctions internationales. Une éclaircie pour ces deux pays pourrait provenir du fait que les prix des matières premières, bien qu'orientés à la baisse, devraient se stabiliser en 2016 et ainsi leur offrir une meilleure conjoncture économique.

**Léger ralentissement
de la croissance en Belgique
au 3^e trimestre 2015**

Après avoir été dynamique au 1^{er} semestre 2015, la croissance économique en Belgique a ralenti au 3^e trimestre (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent). Tant la demande intérieure que la demande étrangère ont accusé un coup de faiblesse au 3^e trimestre, qui s'est notamment manifesté par une stagnation de la consommation des ménages, d'un côté, et des exportations, d'un autre côté. Cette faiblesse de la demande a surtout affecté le secteur industriel et le secteur des services aux entreprises, l'activité du premier ayant stagné au 3^e trimestre et celle du second ayant à peine progressé. En revanche, dans la construction, l'activité au 3^e trimestre a continué à se développer à un rythme soutenu.

L'inflation a continué à remonter durant les derniers mois de 2015, pour atteindre 1,3 % en octobre et 1,5 % en novembre et décembre. Au-delà des effets saisonniers marqués qui ont affecté certaines catégories de prix, l'accélération de l'inflation au 4^e trimestre s'explique en grande partie par le relèvement de certains tarifs, comme par exemple l'augmentation des droits d'inscription dans l'enseignement supérieur en Flandre, et le relèvement de certaines taxes, dont notamment l'augmentation de 5 % des accises sur l'alcool en novembre. En revanche, compte tenu de la faiblesse des cours internationaux du pétrole, la contribution des prix des carburants à l'inflation générale est restée négative durant les derniers mois de 2015. L'indice d'inflation sous-jacente, qui ne comprend pas les prix des produits énergétiques et des produits alimentaires frais, était ainsi de 1,5 % en octobre et 1,8 % en novembre et décembre 2015.

D'autres aspects de la conjoncture économique des derniers mois présentent des évolutions plus positives.

D'une part, la situation du marché du travail a continué à s'améliorer de façon significative. Les créations nettes d'emplois furent en effet à nouveau nettement positives (+ 6.700 unités) au 3^e trimestre, pour le 9^e trimestre consécutif. Celles-ci restent localisées dans le secteur des services (+ 10.700 unités) alors que l'emploi continue à diminuer dans le secteur industriel (- 2.800 unités) et dans la construction (- 1.100 unités). Le chômage a par ailleurs continué à reculer. En décembre, le nombre de demandeurs d'emploi *inoccupés* était en baisse 24.100 unités sur un an. S'agissant des demandeurs d'emploi *indemnisés* par l'ONEM, leur baisse sur un an était de 50.000 en novembre. En octobre, le taux de chômage harmonisé *Eurostat* était de 8,7 %.

D'autre part, après plusieurs mois de faiblesse, la confiance des chefs d'entreprise et celle des ménages se sont fortement redressées sur la fin 2015. Ainsi, le climat général des affaires de l'ensemble des entreprises belges a atteint en décembre son niveau le plus élevé depuis un peu plus de 4 ans. Il progresse particulièrement dans l'industrie manufacturière, les services et la construction. En particulier, les intentions d'embauches des entreprises se sont sensiblement relevées en fin d'année. Du côté des ménages, la confiance a également augmenté au cours des derniers mois, se retrouvant ainsi au-dessus de sa moyenne de long terme.

Persistance d'une croissance modérée en 2016

Le fort redressement de la confiance des entreprises et des ménages en fin d'année 2015 laisse penser que la croissance économique en Belgique devrait se montrer à nouveau plus soutenue à l'avenir. Plusieurs déterminants de l'activité économique sont en effet bien orientés. La dépréciation de la monnaie européenne, la baisse des cours internationaux du pétrole et des matières premières, de même que la persistance de conditions monétaires très accommodantes devraient ainsi soutenir l'évolution future de l'activité économique belge. De même, la bonne santé de l'économie américaine et la consolidation de la reprise économique au sein de la zone euro devraient avoir un impact favorable sur l'expansion de l'économie belge en 2016.

Malgré ces éléments positifs, la croissance économique belge resterait modérée en 2016. D'une part, au niveau international, en raison du ralentissement de la croissance économique des pays émergents, les échanges commerciaux ne devraient pas être beaucoup plus dynamiques en 2016 qu'ils ne l'ont été en 2015. L'impact positif de la dépréciation de la monnaie européenne devrait aussi progressivement s'estomper. Au niveau intérieur, la progression des dépenses devrait être modérée par un affaiblissement graduel des effets positifs provenant de la chute des prix du pétrole. Les ménages devraient en outre profiter de l'augmentation de leur pouvoir d'achat pour accroître leur taux d'épargne, lequel est tombé à un niveau historiquement bas. Comme le taux d'utilisation des capacités de production industrielle reste en deçà de sa moyenne de long terme et qu'il subsiste une incertitude importante sur les perspectives économiques mondiales, il est également probable que les entreprises maintiendront un comportement d'investissement prudent au cours des prochains mois.

Sur base des indicateurs disponibles, et en tenant compte du blocage d'une partie de l'activité économique belge durant plusieurs jours en novembre en raison de la menace terroriste, la croissance économique belge est probablement restée faible au 4^e trimestre 2015 (+ 0,2 % par rapport au 3^e trimestre; cf. encadré 2). Au total sur l'ensemble de l'année 2015, la croissance du PIB serait alors de 1,4 %. En 2016, le raffermissement progressif de l'activité qui est attendu porterait la croissance du PIB légèrement au-dessus du résultat de 2015, à 1,5 %.

Alors que, en 2015, la croissance des revenus des ménages a été limitée par l'imposition par le gouvernement fédéral de plusieurs mesures de modération salariale, celle-ci devrait redevenir plus soutenue en 2016. La modération salariale devrait en effet être moins stricte que lors des dernières années et un dépassement de l'indice pivot utilisé pour les mécanismes d'indexation devrait avoir lieu en juin 2016. Par ailleurs, l'allègement de l'imposition des personnes physiques prévue dans le cadre du «*tax shift*» aura un impact positif sur le revenu disponible des ménages. La progression du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages sera cependant réduite par une croissance plus forte des prix. Ainsi, après avoir progressé de seulement 0,6 % en 2015, le niveau général des prix à la consommation devrait croître de 1,5 % en 2016. Dans ce contexte de plus forte inflation, l'augmentation du revenu disponible réel des ménages serait de 1,7 % en 2016, contre 1,1 % en 2015. En comptant qu'une partie des gains de pouvoir d'achat sera consacrée au relèvement du taux d'épargne, la consommation privée des ménages augmenterait de 1,4 % en 2016.

En 2015, l'investissement des ménages s'est contracté durant la plus grande partie de l'année, ce résultat étant en partie le contrecoup de la forte hausse de 2014 suscitée par la réforme du bonus logement en Flandre. Au vu de la hausse continue des permis accordés pour la construction de nouveaux logements en 2015, l'investissement résidentiel devrait à nouveau être en hausse en 2016. Le maintien de conditions de financement avantageuses encourage également l'investissement résidentiel, ce que tend à confirmer la forte hausse de la demande de crédit hypothécaire au 3^e trimestre 2015. Par ailleurs, la réforme du bonus logement en Wallonie pourrait également soutenir l'investissement en logement en début d'année

... Persistance d'une croissance modérée en 2016

2016. Ces perspectives favorables semblent partagées par les entreprises de gros œuvre, dont la confiance s'est fortement améliorée durant la seconde partie de 2015. Elles devraient se traduire par une croissance de l'investissement résidentiel de 1,4 % en 2016.

L'incertitude qui entoure toujours les perspectives économiques mondiales en raison du ralentissement de la croissance économique de la Chine et d'autres pays émergents ne devrait pas inciter les entreprises à intensifier rapidement leurs investissements. Cependant, si le redressement de la situation économique des pays les plus avancés contribue à relancer la dynamique de croissance des pays émergents, la conjoncture économique mondiale devrait redevenir plus favorable courant 2016 et, de ce fait, les entreprises devraient retrouver progressivement un climat économique plus propice pour investir. Les tensions sur les capacités de production industrielle devraient notamment se relever. Par ailleurs, comme les ménages, les entreprises continuent à profiter de conditions de financement avantageuses alors que les conditions d'accès au crédit bancaire semblent continuer à s'assouplir. L'application du «*tax shift*» devrait par ailleurs contribuer à améliorer leur situation financière. Alors que les dépenses exceptionnelles d'investissement enregistrées début 2015 ont pour effet de gonfler le chiffre de croissance de 2015, elles affectent à l'inverse négativement celui 2016. Pour cette raison, et malgré les perspectives qui viennent d'être évoquées, l'investissement productif devrait accuser un recul de 0,5 % en moyenne annuelle en 2016.

Au 3^e trimestre 2015, le volume des exportations belges de biens et services a stagné. Vu le peu d'amélioration durant les derniers mois de 2015 de l'appréciation qu'ont les entreprises belges du niveau de leur carnet de commandes étranger, la croissance des exportations belges est probablement restée faible au 4^e trimestre. En considérant que les marchés d'exportation de la Belgique devraient se raffermir à l'avenir grâce au redressement économique de la zone euro et à la croissance solide de l'économie américaine, nous prévoyons que les exportations retrouveront une croissance plus soutenue en 2016. Les exportateurs profiteraient également de la dépréciation de l'euro, de la politique de modération salariale et des réductions du coût salarial prévues dans le cadre du «*tax shift*» pour gagner en compétitivité. En moyenne annuelle, la croissance des exportations belges s'élèverait à 3,1 % en 2016. En comptant sur une croissance des importations de 2,6 % en 2016, la contribution nette du commerce extérieur à la croissance du PIB serait positive en 2016 (0,4 pt), après avoir été négative en 2015 (- 0,3 pt).

La situation du marché du travail devrait continuer à s'améliorer en 2016. Les créations d'emplois seront en effet soutenues par le raffermissement de l'activité économique qui est attendu. La réduction progressive du taux des cotisations patronales, de 33 % à 25 %, dans le cadre du «*tax shift*» devrait également avoir un impact favorable sur l'embauche des entreprises, comme cela apparaît dans les enquêtes de conjoncture de fin 2015. En considérant une faible hausse de la durée moyenne du temps de travail en 2016, le nombre d'emplois créés en termes nets endéans 2016 serait de 46.700 unités. Les créations nettes d'emplois seraient donc nettement supérieures à celles de 2015, estimées à 28.000 unités.

Sous l'hypothèse d'une croissance de la population active de 0,3 % en 2016, le nombre de demandeurs d'emploi *inoccupés* diminuerait de 28.300 unités endéans 2016, après avoir baissé de 27.700 unités en 2015. Le taux de chômage redescendrait à 8,2 % fin 2016.²

² Il s'agit du taux de chômage harmonisé *Eurostat*.

ENCADRÉ 2

Prévision en temps réel de la croissance du PIB belge

Nous présentons ici les résultats d'un modèle de prévision en temps réel de l'activité économique. Ce modèle, qui a pour objectif de fournir rapidement une estimation à très court terme de la croissance du PIB belge, repose sur une approche factorielle, laquelle permet de résumer l'information contenue dans de nombreuses séries statistiques en un petit nombre de composantes principales. Les séries macroéconomiques retenues (environ une soixantaine) comprennent notamment les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages, les indices de production industrielle, les indices des prix à la production et les indicateurs d'emploi et de chômage. Le modèle final prend la forme suivante :

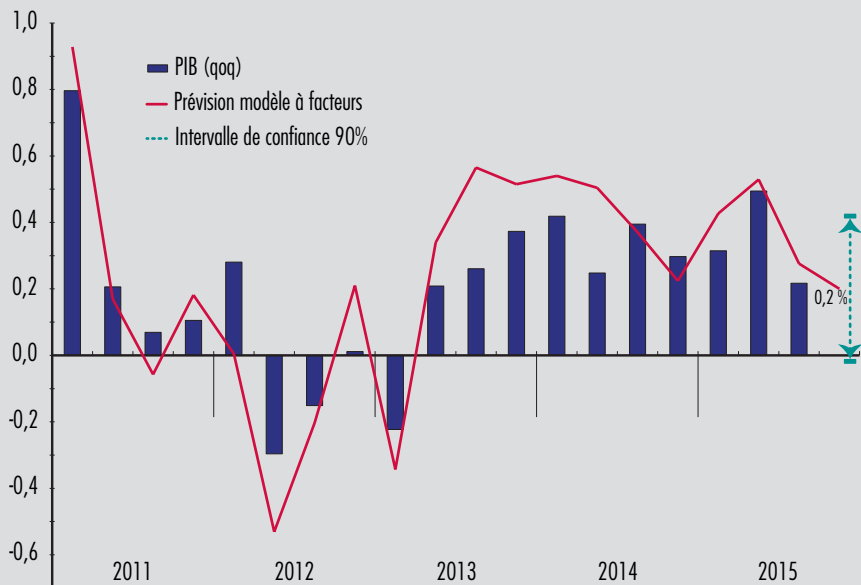
$$y_t = c + \alpha y_{(t-1)} + \sum_{j=1}^K \beta_j f_{jt} + \varepsilon_t$$

(y = croissance trimestrielle du PIB, f_j = la $j^{\text{ème}}$ composante principale retenue, c = constante, ε = erreur de prévision).

Pour le dernier trimestre 2015, le modèle prédit une croissance trimestrielle du PIB de + 0,2 % avec un intervalle de confiance entre 0 et + 0,4 %.

Graphique 1. Prévision de croissance pour le 4^e trimestre 2015

Source : IRES, Service d'analyse économique



L'intervalle de confiance est calculé selon la méthode retenue par la BCE (New procedure for constructing Eurosystem and ECB staff projection ranges, 2009). Ici, on multiplie l'erreur absolue moyenne entre la prévision et la croissance effective au cours des cinq dernières années (environ 0,13 point de pourcentage) par 1,65 pour obtenir un intervalle de confiance à 90 %.

Risques

Des risques de différentes natures pèsent sur nos prévisions (cf. encadré 3). Tout d'abord, un ralentissement de l'économie chinoise plus important que celui anticipé aurait un impact non négligeable sur la croissance économique mondiale en général et sur celle des économies asiatiques en particulier. Le (rythme du) resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis pourrait également déclencher de forts mouvements de capitaux des pays émergents vers l'économie américaine, fragilisant la position des pays accusant un important déficit extérieur courant. En outre, certains de ces pays sont également fortement endettés. Une nouvelle appréciation du dollar aurait dès lors pour conséquence d'affaiblir la situation financière déjà sensible de ces pays. En raison du regain de tensions géopolitiques entre les pays arabes producteurs de pétrole, l'évolution du prix du baril de pétrole

... Risques

constitue également une source d'incertitude. Une remontée significative des prix viendrait effacer les gains de pouvoir d'achat et comprimer la consommation. A l'inverse, si elle se maintient, la baisse du prix pétrole pourrait avoir un effet positif plus important que celui anticipé sur les économies des pays avancés et, par effet d'entraînement, sur l'ensemble de l'économie mondiale.

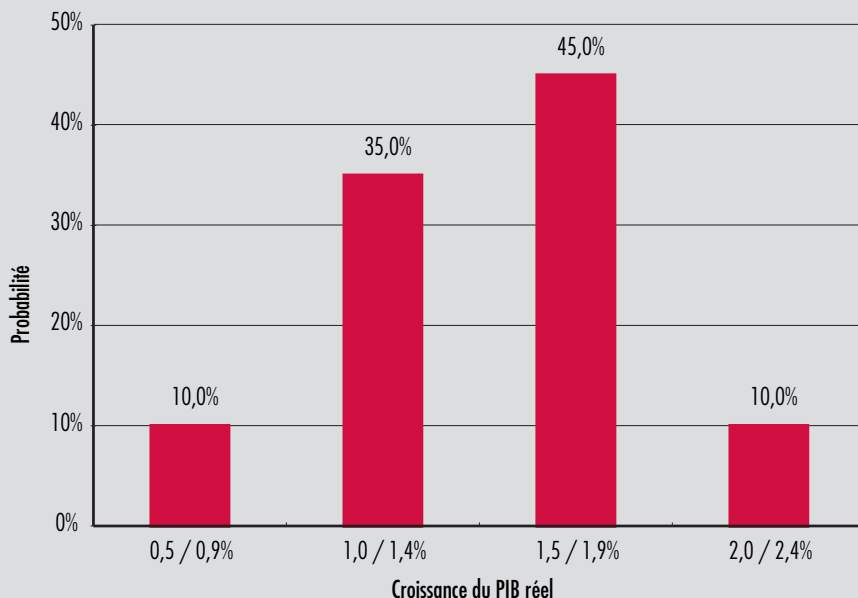
ENCADRÉ 3

**La prévision...
au-delà du chiffre de
croissance du PIB**

Comme c'est le cas pour beaucoup d'études conjoncturelles, le chiffre de croissance du PIB est sans aucun doute l'élément central autour duquel s'articule notre projection. Même s'il est particulièrement commode de pouvoir résumer nos perspectives économiques en un seul chiffre, une telle pratique a néanmoins pour défaut de ne pas rendre compte de manière chiffrée de l'incertitude qui entoure n'importe quelle prévision. En présentant notre prévision sous la forme de probabilités attribuées à différents intervalles de croissance du PIB, le graphique ci-dessous vise à combler cette lacune d'une manière simple*.

Graphique 2. Prévisions 2016

Source : IRES, Service d'analyse économique



* Les intervalles correspondent à ceux qui sont définis par la BCE dans son enquête sur la zone euro auprès des prévisionnistes professionnels.

Tableau 2. Prévisions de l'économie belge



Tableau 2.
Prévisions de l'économie belge
(pourcentage de variation par
rapport à l'année précédente,
sauf indications contraires)

Sources : ICN; Belgostat, INS
Calculs et prévisions : IRES

	2011	2012	2013	2014	2015 ^P	2016 ^P
PIB	1,8	0,2	0,0	1,4	1,4	1,5
Consommation privée	0,3	0,6	0,9	0,4	1,4	1,4
Consommation publique	1,3	1,5	-0,1	0,6	0,0	0,4
Investissement	4,2	0,2	-1,7	7,0	1,8	0,3
Entreprises	6,6	0,0	-0,6	8,0	2,1	-0,5
Ménages	-2,5	-0,1	-4,1	5,7	0,0	1,4
Administrations	6,0	2,1	-3,7	4,0	3,6	3,1
Demande intérieure (hors variation des stocks)	1,4	0,7	0,1	1,9	1,2	0,9
Variations des stocks ¹	0,8	-0,9	-0,8	-0,2	0,5	0,2
Demande intérieure totale	2,2	-0,2	-0,7	1,7	1,7	1,1
Exportations de biens et services	6,7	1,8	1,6	5,4	2,8	3,1
Importations de biens et services	7,3	1,4	0,8	5,9	3,2	2,6
Exportations nettes ¹	-0,4	0,3	0,7	-0,4	-0,3	0,4
Prix à la consommation	3,5	2,8	1,1	0,3	0,6	1,5
Indice «santé»	3,1	2,7	1,2	0,4	1,0	1,9
Revenu disponible réel des ménages	-1,1	0,1	-1,0	0,4	1,1	1,7
Taux d'épargne des ménages ²	12,6	12,1	11,1	10,9	10,6	10,9
Emploi intérieur	1,4	0,4	-0,4	0,3	0,7	0,8
Demandeurs d'emploi inoccupés	-3,7	2,5	4,3	2,3	-3,2	-3,7
Taux de chômage ³	7,2	7,6	8,4	8,5	8,7	8,4
Solde net de financement des administrations publiques (en % du PIB)	-4,1	-4,1	-2,9	-3,1	-2,9	-2,6

¹ Contribution à la croissance du PIB

² En pourcentage du revenu disponible

³ Nombre total de chômeurs, en pourcentage de la
population active; concept Eurostat

*Cette étude a été réalisée sous la direction de Vincent Bodart,
avec la collaboration de Gautier Attanasi, Rytis Bagdziunas, Sébastien Fontenay, Vanessa Lutgen et Alexandre Ounnas.
A l'exception de Gautier Attanasi et Rytis Bagdziunas, tous les auteurs sont chercheurs à l'IRES.
Gautier Attanasi et Rytis Bagdziunas sont chercheurs au CORE.*

Directeur de la publication :
Vincent Bodart

Rédactrice en chef :
Muriel Dejemeppe

Comité de rédaction : Paul Belleflamme,
Vincent Bodart, Muriel Dejemeppe, Frédéric
Docquier, Jean Hindriks, Marthe Nyssens,
William Parienté, Mikael Petitjean

Secrétariat & logistique : Anne Davister
Graphiste : Dominos

Regards Économiques IRES-UCL

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve

www.regards-economiques.be

regard-ires@uclouvain.be

tél. 010/47 34 26

ISSN 2033-3013